

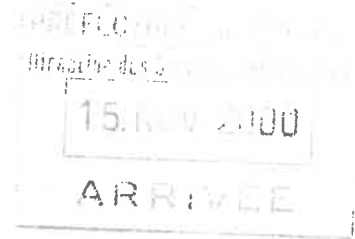


Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DU DEVELOPPEMENT

PRÉFECTURE DE L'YONNE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE



**ARRETE** n° PREF-DCLD-2000-986  
autorisant l'EARL des Ardillats à exploiter un élevage  
de 43 200 animaux-équivalents volailles sur le territoire de la commune d'Annay sur Serein

**Le Préfet de l'Yonne,**

VU le code du travail livre II ;

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 20 mai 1953 modifié, relatif à la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2111-1 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour son application ;

VU l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994 modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et/ou de gibier à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 5 juin 2000 relatif au registre d'élevage ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 4 août 1995 à Monsieur le Gérant de l'EARL des Ardillats, relatif à l'exploitation d'un élevage avicole sur le territoire de la commune d'Annay sur Serein ;

VU la demande d'autorisation d'exploiter faite le 3 novembre 1998 par Monsieur Ménard Franck - gérant de l'EARL des Ardillats - "Forêt Bréault" 89310 Noyers sur Serein ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 novembre 1997 définissant le programme d'action à mettre en oeuvre dans les zones vulnérables du département de l'Yonne ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-2000-0311 du 17 mai 2000 soumettant la demande susvisée à enquête publique du 13 juin au 13 juillet 2000 inclus ;

VU les plans d'ensemble de l'établissement et des lieux environnants ;

VU les conclusions et l'avis de Madame le Commissaire Enquêteur ;

VU l'avis des Conseils Municipaux des communes d'Annay sur Serein, Argenteuil sur Armançon, Fresnes, Moulins en Tonnerrois, Noyers sur Serein, Pacy sur Armançon et Sambourg ;

VU l'avis des Directeurs et Chefs de service concernés par ce dossier ;

VU l'avis et les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, lors de sa séance du 3 octobre 2000 ;

ETANT ENTENDU que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Yonne ;

## **ARRETE :**

### ***Chapitre 1<sup>er</sup>***

#### **Localisation**

**Article 1er :** Madame MÉNARD Marthe et Monsieur MÉNARD Franck (le fils), cogérants de l'EARL des Ardillats, domiciliés Forêt Bréault 89310 Noyers sur Serein, sont autorisés à exploiter un élevage de 43 200 poulets de chair, soit 43 200 animaux-équivalents volailles, au lieu-dit "Les Ardillats" sur le territoire de la commune d'Annay sur Serein, sur une parcelle de terre cadastrée section ZS n° 5 pour une superficie de 2 ha et 74 ares.

Cette installation figure à la rubrique 2111-1 de la nomenclature.

L'installation est aménagée et exploitée conformément aux données techniques contenues dans le présent arrêté ou, à défaut, contenues dans le dossier de demande d'autorisation.

Toute transformation dans l'état des lieux ou toute modification notable de l'installation ou de son mode d'utilisation sont portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la date de sa notification entraînant ipso facto l'abrogation de toutes dispositions antérieures, contraires ou identiques, ayant le même objet.

**Article 2** : Au sens du présent arrêté, on entend par :

- habitation, un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes (logement, pavillon, hôtel, etc.) ;
- local habituellement occupé par des tiers, un local destiné à être utilisé couramment par des personnes autres que l'exploitant (établissement recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc.).

**Article 3** : Les bâtiments d'élevage et les installations de stockage des déjections, toute installation destinée à l'hébergement des animaux sont implantés :

- à au moins 100 mètres des habitations des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- à au moins 200 mètres des lieux de baignade et des plages ;
- à au moins 500 mètres des piscicultures et des zones conchyliques sauf dérogation liée à la topographie.

Les bâtiments d'élevage seront séparés les uns des autres par une distance d'au moins 10 mètres.

## ***Chapitre II***

### **Règles d'aménagement**

**Article 4** : Tous les sols des bâtiments, toutes les installations d'évacuation ou de stockage des déjections sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Les dispositions de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas aux aires d'élevage sur litière sèche.

Les murs et les cloisons des bâtiments sont imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité, sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

**Article 5 :** Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. Un dispositif anti-retour est installé pour éviter tout risque de pollution du réseau public d'eau potable. Il se compose soit d'un réservoir de coupure ou d'un bac de disconnexion avec rupture de charge, soit d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable.

**Article 6 :** Les eaux pluviales non polluées ne sont pas mélangées aux eaux résiduaires et aux effluents d'élevage et peuvent être évacuées vers le milieu naturel ou vers un réseau particulier.

Les eaux de nettoyage de l'installation sont évacuées avec les fumiers.

**Article 7 :** Le stockage des fumiers non susceptibles d'écoulement peut être effectué sur le sol, selon les conditions définies par l'étude d'impact, hors des zones où il est prohibé au titre de la protection des captages des eaux destinées à l'alimentation humaine ou de la police des eaux.

Le stockage des autres types de déjections solides doit être effectué sur des aires ou des fosses étanches qui sont soit couvertes de façon à éviter le ruissellement des eaux pluviales sur les déjections, soit munies au moins d'un point bas où sont collectés les liquides d'égouttage qui seront dirigés vers les installations de stockage ou de traitement des effluents.

En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité de l'aire ou la fosse de stockage doit permettre de conserver la totalité des déjections produites pendant quatre mois au minimum.

**Article 8 :** Les aliments destinés à la nourriture des volailles sont entreposés dans un local clos réservé à cet usage ou en silo.

### *Chapitre III*

#### *Règles d'exploitation*

**Article 9 :** Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'urgence par les dispositions suivantes.

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

***Pour la période allant de 6 heures à 22 heures***

<b>Durée cumulée d'apparition du bruit particulier T</b>	<b>Emergence maximale admissible en dB (A)</b>
<b>T &lt; 20 minutes</b>	<b>10</b>
<b>20 minutes ≤ T &lt; 45 minutes</b>	<b>9</b>
<b>45 minutes ≤ T &lt; 2 heures</b>	<b>7</b>
<b>2 heures ≤ T &lt; 4 heures</b>	<b>6</b>
<b>T ≥ 4 heures</b>	<b>5</b>

***Pour la période allant de 22 heures à 6 heures***

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tout point de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tout point des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur. Les engins de chantier répondent notamment aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 avril 1969 relatif à l'insonorisation des engins de chantier.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage tel que sirènes, avertisseurs ou haut-parleurs est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

**Article 10** : Les bâtiments sont convenablement ventilés.

Toutes les mesures efficaces, notamment l'épandage de superphosphate ou de tout autre produit approprié sont prises pour limiter les émissions d'odeurs.

**Article 11** : Les effluents et les déjections solides sont traités par épandage sur des terres agricoles dont les caractéristiques figurent dans le tableau ci-dessous, selon les indications du dossier de demande d'autorisation et dans des conditions compatibles avec les articles 12, 13 et 14 ci-après :

**Tableau du parcellaire d'épandage**

N° de parcelle	Référence cadastrale	Commune	Superficie en ha	Observations
1	ZS 2 et 5 ZO 3 et 15	Annay sur Serein (ZS) Noyers sur Serein (ZO)	29,25	Stockage (bordure Est) - Enfouir sous 24 heures
2	ZT 10	Annay sur Serein	11,25	Enfouir sous 24 heures
3	ZP11	Noyers sur Serein	5,99	Stockage (angle Nord-Est)
4	ZT 12	Annay sur Serein	5,35	Stockage (bordure Est)
5	ZP 9	Noyers sur Serein	11,69	Stockage (bordure Sud)
6	ZR 14	Noyers sur Serein	19,35	
7	ZR 22	Noyers sur Serein	12,13	
8	ZN 4,5 et 9 ZO 5 et 9 ZR 16 et 24	Noyers sur Serein	95,56	Enfouir sous 24 heures près de "Champ Grillot"
		<b>TOTAL</b>	<b>190,57</b>	

Les parcelles 1 à 7 sont exploitées par l'EARL des Ardillats.

La parcelle n° 8 est mise à disposition par son exploitant, Monsieur Guérin Jean-François, Ferme de la Faule 89310 Noyers sur Serein.

**Article 12** : Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents non traités est interdit.

**Article 13 :** Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et des déjections, et d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau ci-dessous :

	<b>DISTANCE minimale (en mètres)</b>
<b>Réalisation d'un traitement ou mise en oeuvre d'un procédé atténuant les odeurs .....</b>	<b>50</b>
<b>Fumiers après stockage minimum de deux mois dans l'installation et fientes à plus de 65 % de matières sèches .....</b>	<b>50</b>
<b>Autres cas .....</b>	<b>100</b>

"Les épandages sur terres nues devront être suivis d'un enfouissement sous vingt-quatre heures."

**Article 14 :** 1. Les effluents et les déjections solides de l'exploitation incluant ceux de l'élevage avicole et ceux des autres activités d'élevage exercées au sein de cette exploitation sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal, dans les conditions précisées ci-après.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) : 350 kg/ha/an ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg/ha/an ;
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

Pour les cultures autres que prairies et légumineuses, une dose d'apport supérieure à 200 kg/ha/an peut être tolérée si l'azote minéral présent dans les effluents et déjections solides épandus est inférieur à 20 % de l'azote global, sous réserve :

- que la moyenne d'apport en azote global sur cinq ans, tous apports confondus, ne dépasse pas 200 kg/ha/an ;
- que les fournitures d'azote par la minéralisation de l'azote organique apporté et les autres apports ne dépassent pas 200 kg/ha/an ;
- de réaliser des mesures d'azote dans le sol exploitable par les racines aux périodes adaptées pour suivre le devenir de l'azote dans le sol et permettre un plan de fumure adapté pour les cultures suivantes ;
- de l'avis de l'hydrogéologue agréé en ce qui concerne les risques pour les eaux souterraines.

Ces quantités d'azote sont fixées sans préjudice des dispositions applicables aux zones vulnérables définies par le décret n° 93-1038 du 27 août 1993. Dans ces zones, la quantité maximale d'azote, contenue dans les effluents d'élevage, épandu y compris par les animaux eux-mêmes, ne doit pas dépasser 170 kg/ha/an.

Au cas par cas, en fonction des risques d'érosion des terrains ou de ruissellement vers les eaux superficielles, le préfet peut fixer des limitations des apports phosphatés s'il apparaît nécessaire de renforcer la protection des eaux superficielles.

L'exploitant déclare au préfet les modifications notables du plan d'épandage.

En aucun cas, la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

## 2. L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade et des plages ;
- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchyliques, sauf dérogation liée à la topographie ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ;
- pendant les périodes où le sol est gelé ou abondamment enneigé (exception faite pour les fumiers) ;
- pendant les périodes de forte pluviosité ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées ;
- sur les terrains de forte pente ;
- par aéro-aspiration au moyen de dispositifs qui génèrent des brouillards fins.
- s'agissant d'un effluent ayant un rapport C/N > 8, durant les périodes indiquées dans le tableau ci-après :



Occupation du sol	Période d'interdiction
Sols non cultivés	Toute l'année
Grandes cultures d'automne	
Grandes cultures de printemps précédées d'une culture intermédiaire *	du 1 <sup>er</sup> juillet au 15 juillet
Grandes cultures de printemps sans culture intermédiaire	du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 août
Prairies de plus de six mois	

\* Il convient de ne pas utiliser de légumineuses comme cultures intermédiaires et de limiter les quantités à épandre de manière à ne pas excéder la capacité de piégeage.

3. Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Il comporte les informations suivantes :

- le bilan global de fertilisation azotée, réactualisé, le cas échéant, suivant les modifications d'assolement ;
- les dates d'épandage ;
- les volumes d'effluents et les quantités d'azote épandus toutes origines confondues ;
- les parcelles réceptrices ;
- la nature des cultures ;
- le délai d'enfouissement ;
- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

**Article 15 :** L'installation est maintenue en parfait état d'entretien.

Les locaux sont nettoyés et désinfectés en tant que de besoin.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

**Article 16 :** L'installation est arborée selon les conditions indiquées dans le dossier et de manière à l'intégrer dans le paysage.

**Article 17** : Les animaux morts sont enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

Ils sont stockés en attente de leur enlèvement dans une enceinte à température négative.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit.

#### *Chapitre IV*

##### **Protections particulières contre certains risques**

**Article 18** : Les installations électriques sont conformes à la norme C 15 100 relatives aux locaux humides et les installations au gaz sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

La défense incendie est assurée par une réserve d'eau dans les conditions prévues par le dossier de demande d'autorisation.

Des extincteurs, appropriés aux risques, en nombre suffisant et facilement accessibles assurent la défense incendie intérieure.

Un lit de gravillons est étendu sous les citernes de gaz. Si elles ne sont pas entourées d'une clôture de protection, leur robinetterie et accessoires doivent être protégés par un grillage ou un capot ventilé et verrouillé. Si elles sont clôturées, la porte d'accès s'ouvre dans le sens de la sortie.

**Article 19** : Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances (prévention des envois, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

## *Chapitre V*

### Dispositions générales

#### **Article 20** : MESURES D'INFORMATION EN CAS D'INCIDENT GRAVE OU D'ACCIDENT

En cas d'incident grave survenant du fait des installations définies dans le présent arrêté ou des installations annexes, et qui seraient de nature à mettre en jeu l'intégralité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens qui pourraient présenter des dangers ou des inconvénients, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'Environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments, l'exploitant en avertit dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télex) l'inspecteur des installations classées.

Il fournit à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes de phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour le pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

**Article 21** : L'exploitant est tenu de laisser visiter l'ensemble de ses installations par les agents désignés à cet effet.

**Article 22** : Les conditions ainsi fixées ne peuvent en aucun cas, ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs (notamment au titre III - livre II du code du travail) ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but, l'inspection du travail est chargée de l'application du présent article.

**Article 23** : La présente autorisation qui ne vaut pas permis de construire ou occupation du domaine public est accordée sous réserve des droits des tiers, tous moyens et voies de droit étant expressément réservés au profit de ces derniers pour les dommages que pourrait leur causer l'établissement dont il s'agit.

**Article 24** : La présente permission cessera d'avoir effet dans le cas où il s'écoulerait, à compter du jour de sa notification un délai de trois ans avant la mise en activité de l'établissement ou une interruption de deux années consécutives de son exploitation, sauf le cas de force majeure.

**Article 25** : En cas de cession de l'établissement, le successeur ou son représentant doit en faire la déclaration à la Préfecture dans le mois qui suit la prise de possession.

**Article 26** : Faute par le pétitionnaire de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui pourraient lui être imposées par la suite, la présente autorisation pourra être suspendue.

**Article 27** : L'exploitant peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas 21000 DIJON compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou d'un recours hiérarchique M. le ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).

Le délai de recours d'un tiers est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. La mise en service de l'installation peut intervenir dans les trois ans qui suivent la délivrance de l'autorisation. Dans ce cas, le délai de recours des tiers est prolongé de deux ans à compter de la mise en activité de l'installation.

**Article 28** : Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie d'Annay-sur-Serein pendant une durée minimum d'un mois.

Une copie de l'arrêté sera conservée aux archives de la mairie et pourra être consultée, sans frais, par les personnes intéressées.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces deux formalités sera dressé par M. le Maire d'Annay-sur-Serein et renvoyé à la Préfecture de l'Yonne (Direction des Collectivités Locales et du Développement - Bureau de l'Environnement et de Cadre de Vie).

Un extrait de cet arrêté sera également publié, par les soins de M. le Préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux.

**Article 29** : Une ampliation du présent arrêté, notifié par la voie administrative à M. le gérant de l'EARL des Ardillats chargé d'afficher en permanence et de façon visible dans l'installation un extrait de cet arrêté, sera adressée à :

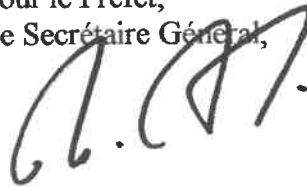
- MM. les Maires d'Annay-sur-Serein, Argenteuil-sur-Armançon, Fresnes, Moulins-en-Tonnerrois, Noyers-sur-Serein, Pacy-sur-Armançon et Sambourg
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne
- Mme le Directeur régional de l'environnement
- M. le Directeur des Services Vétérinaires, inspecteur des installations classées.
- Mme le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales (inspection de la santé)
- Mme la Directrice Départementale de l'Équipement

- Mme le Chef du Service de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- M. le Directeur Départemental des services d'incendie et de secours de l'Yonne
- M. le Chef du service interministériel de défense et de protection civile
- M. le Directeur Départemental de la concurrence, de la consommation, de la répression des fraudes
- M. le Président du Conseil Général de l'Yonne
- M. le Président du Tribunal administratif de DIJON
- Mme Marie-Cécile BILLOTTE, commissaire enquêteur
- M. le directeur de l'agence de l'eau Seine Normandie
- M. le Lieutenant Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Yonne
- M. le sous-préfet d'AVALLON

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

AUXERRE, le 08 NOV. 2000

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,



Philippe PORTAL

Pour ampliation,  
Le Chef de Bureau Délégué,



Danièle PIC